

Quand les médias dominants arbitrent les débats au sein d'Attac

Notre association sortirait de son rôle d'observatoire des médias si elle intervenait publiquement et collectivement dans les discussions d'orientation et les débats sur le fonctionnement qui traversent Attac. En revanche, elle ne remplirait pas sa fonction si elle n'attirait pas l'attention sur les rapports que les médias dominants entretiennent avec Attac et sur les rapports qu'Attac et, particulièrement, certains de ses animateurs les plus en vue, entretiennent avec les médias.

Les derniers épisodes en date, avant et après l'Assemblée Générale de décembre 2005, ne sont que des avatars de tentatives de se servir des médias dominants au risque de les doter d'un pouvoir exorbitant, notamment sur la vie démocratique de l'association.

Que les médias dominants, après avoir multiplié quelques signes de sympathie pour ce qui est « nouveau », soient désormais hostiles au mouvement altermondialiste et se tiennent à l'affût de la moindre occasion de le manifester n'est pas une surprise. Les journalistes ne sont pas seulement des observateurs, mais aussi, peu ou prou, des acteurs et, dans le cas présent, le souci de nombre d'entre eux n'est pas d'informer, mais d'intervenir.

Et cela d'autant plus et d'autant mieux qu'il se trouvera toujours, travaillant pour des médias dont la ligne éditoriale est opposée au mouvement altermondialiste, des journalistes qui affectent, au contraire, de lui être favorables. Il s'en trouvera même qui déclarent partager tout ou partie de ses objectifs. Quelle aubaine pour tous ceux qui, soucieux de séduire des partenaires chez leurs adversaires, croient pouvoir bénéficier ainsi d'oreilles suffisamment attentives pour écouter leurs doléances et de plumes suffisamment dociles pour relayer leurs positions.

Un portrait malveillant

Jacques Nikonoff avait décliné l'invitation à contribuer à la rédaction de son « portrait » faute de pouvoir obtenir les quelques garanties minimales que *Le Monde* concède à ses hôtes de marque qui peuvent relire leur interview, souvent même sans avoir besoin de demander quand ils sont certains de bénéficier d'un traitement hagiographique. Les « opposants » eux-mêmes avaient déclaré qu'ils ne donneraient pas leurs témoignages. Et pourtant...

Sous le titre « *Jacques Nikonoff, le président abrasif* », Sylvia Zappi, dans *Le Monde* daté du 9 décembre 2005 (veille de l'ouverture de l'assemblée générale annuelle de l'association), brosse un portrait à charge contre celui qui refuse qu'on lui tire le portrait : un article rédigé avec le concours de militants d'Attac qui estiment que pour régler leurs différends avec Nikonoff, *Le Monde* est le lieu démocratique approprié. Qu'importe les moyens pourvu qu'on ait l'ivresse de la confiance. Fondée ou non (mais c'est à la seule démocratie *interne* d'en décider), la contestation est ainsi relayée par la malveillance du quotidien vespéral du néo-libéralisme. Et des contestataires de la contestation se croient obligés de jouer le jeu qu'ils récuse pour tenter de contrer les confidences hostiles par des confidences amicales : de quoi entretenir l'illusion d'un travail journalistique équilibré. Triste empoignade...

Libre à chacun, au sein d'Attac, d'adorer ou de détester Jacques Nikonoff ou, plus sobrement, d'approuver ou de désavouer le mode de fonctionnement qu'il imprime ou imprimerait à la vie de l'association. Mais de quelle conception du débat démocratique peuvent se prévaloir ceux qui, quelle que soit leur position, s'épanchent dans des médias globalement opposés à leur combat commun dans l'espoir de les rallier à leur cause ou, plus modestement, de les neutraliser ?

Cette question n'est pas nouvelle. L'article de Sylvia Zappi n'est en effet que le dernier épisode en date des rapports souvent dommageables que divers animateurs d'Attac au niveau national entretiennent avec les médias et, du même coup, avec leur propre association.

Démocratie ou médiacratie ? Quelques précédents

Déjà, en 2002, le changement de présidence avait été l'occasion pour *Libération* et *Le Monde*, de s'insurger contre ses modalités. Mais au nom de qui ? [1] Plus significatif : *Le Point* en décembre 2002 s'inquiétait, à grand renfort de déclarations anonymes ou inventées, de la personnalité de Jacques Nikonoff. Nous posions alors les questions suivantes, restées jusqu'à ce jour sans réponses :

[1] Et au nom de quoi ? Au nom de la démocratie exemplaire qui règne dans ces journaux et dont Serge July et Jean-Marie Colombani sont les garants ?

- Ou bien cet article à charge est fabriqué à partir de citations inventées, et il est inutile d'insister sur ce qu'il convient de penser d'un tel journalisme ;
- Ou bien cet article à charge est fabriqué à partir de citations réelles ; et on est en droit de se demander quel autre monde serait possible, si tel " membre du conseil d'administration ", tel " animateur " ou tel " membre du bureau " prétend tirer parti du droit d'ingérence que s'attribuent certains journalistes, évidemment respectueux de la vie démocratique des formations collectives. » [2]

Les liaisons dangereuses d'Attac avec les médias devaient se poursuivre en 2003. Avant l'été, un « 4 pages » de *Lignes d'Attac* (sur lequel nous reviendrons) soulève la question de la légitimité démocratique de certaines interventions dans les médias. En vain... Dès le mois d'août, dans plusieurs articles successifs, le Président d'Attac, en son propre nom et donc sans mandat précis et consensuel de l'association qu'il préside, argumente sur la nécessité pour Attac de se défaire de la tentation du « gauchisme » et/ou des images qui, selon lui, lui sont associées [3]. Que l'on partage ou non le diagnostic de Jacques Nikonoff, comment ne pas se demander ce qu'est l'effet produit par cet « effort de clarification » quand il est accueilli dans de tels médias et quand les adhérents d'Attac sont informés ainsi avant qu'ils ne se soient emparés du débat.

Quelques jours plus tard, l'Université d'été d'Attac bénéficie de la sollicitude du *Monde* [4]. Nous en avons rendu compte ici même, en posant à nouveau deux questions :

- Quelles conceptions se font du journalisme et de la démocratie des journalistes qui ne retiennent des débats publics d'une association que les thèmes qui les arrangent et les interventions de quelques porte-parole ?
- Quelles conceptions se font du journalisme et de la démocratie des porte-parole qui choisissent d'intervenir dans les médias pour en faire les arbitres des débats du mouvement altermondialiste ? » [5]

Près de trois mois passent. Les médias qui, pour les mauvaises raisons qui sont les leurs, ont offert leur hospitalité à une critique du « gauchisme » (sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer ici) entreprennent, pour les mêmes mauvaises raisons, de prendre pour cibles... d'abord Jacques Nikonoff (en invoquant à nouveau divers témoignages internes, le plus souvent anonymes), puis Attac dans son ensemble et le Forum social européen (pour cause de présence de Tariq Ramadan) [6].

De ces quelques exemples parmi d'autres, sur lesquels nous reviendrons, aucune leçon collective ne semble avoir été tirée [7] Pourquoi ?

Nous ne contribuerons pas à des querelles de cours de récréation destinées à savoir qui, parmi les protagonistes des confrontations du moment a commencé à traiter les médias dominants en partenaires et en arbitres des débats internes : **tout a commencé, en vérité, avec le silence ou le quasi-silence d'Attac sur les médias** [8] . Ou plus exactement par l'incapacité des animateurs d'Attac au niveau national de prendre cette question à bras-le-corps, en dépit des efforts de quelques membres de la direction et du souhait de très nombreux comités et adhérents [9].

[2] Lire sur notre site : « Quand *Le Point* s'inquiète pour le réalisme de gauche ».

[3] Le 18 août 2003, *Libération* publie une « tribune » du Président d'Attac dans les pages « Rebonds » de *Libération* sous le titre : « *Après le Larzac, de nouveaux défis* ». Dès le 20 novembre, cette « tribune » fait l'objet d'un résumé dans *Le Figaro*, sous un titre qui en dit assez « l'esprit » : « *A deux jours de l'université d'été de l'association. Le président d'Attac tape sur l'extrême gauche* ». *Le Monde* du 23 août prend le relais dans un « *Entretien avec Jacques Nikonoff, économiste, président d'Attac* » sous-titré à l'aide d'une citation : « *"Nous voulons changer une image trop "gauchisante"* ». Le même jour, *Le Figaro* publie un « *Entretien avec le président d'honneur d'Attac, qui analyse la situation de la gauche* », où le même thème est repris.

[4] « Des adhérents d'Attac contestent les positions de M. Nikonoff » (24-25 août 2003) - « Le président d'Attac invite les militants à s'ouvrir au-delà du cercle des "convaincus" » (26 août) et « Une alterpolitique ? » (éditorial du 26 août)

[5] Sur notre site : « *Le Monde et l'Université d'été d'Attac* (2) : les « angles » morts du journalisme de référence ». Voir également : « *Le Monde et l'Université d'été d'Attac* (1) : un droit de réponse du président d'Attac ».

[6] A quelques jours de l'ouverture Forum social européen, le lundi 10 novembre, *Libération* fait paraître un article de Didier Hassoux : « *Attac en pleine crise de normalisation* ». Attac réagit en publiant un communiqué le vendredi 14 novembre auquel Antoine de Gaudemar réplique, dans « son » quotidien dès le lendemain sous le titre « *Attac s'en prend à Libération* ». Confraternellement, *Le Monde* daté du 18 novembre « informe » sur le « conflit » sous un titre apparemment anodin : « *Une polémique entre "Libération" et Attac illustre la défiance des altermondialistes envers les médias* ». Entre-temps *Le Nouvel Observateur*, le 13 novembre, grâce à la plume dévouée de Claude Askolovitch, est entré dans le « débat » sous la forme d'un encadré dont le titre dit assez la pure intention informative - « *Quand Attac en fait trop - Le noyau dur de l'altermondialisme français porte bien son nom ...* ». C'est une réplique à un communiqué daté du 10 novembre, dans lequel Attac dénonçait « Une opération médiatique-politicienne contre le FSE » et citait - une fois - *Le Nouvel Observateur* (n° du 9 octobre). Le 14 novembre, nouveau communiqué sur la « suite de la campagne médiatique contre Attac ». Le 20 novembre, à la suite du communiqué d'Attac du 14 novembre, nouvel encadré du *Nouvel Observateur* : « *Attac contre l'Obs* ». Laurent Joffrin prend la plume pour dénoncer un « *dérapage verbal* », des « *termes insultants à un journaliste du Nouvel Observateur qui a commis le grand crime d'exercer son métier* ». Et comme rien de ce qui est important ne lui est étranger, Marianne s'en mêle. Dans le n°344 daté du 24 au 30 novembre 2003, un article intitulé « *Le nouveau slogan d'Attac : « Choisis ton camp, camarade journaliste ! »...* Comme si le parti de la presse n'avait pas déjà choisi le sien...

[7] Pourtant, dans un article paru le 2 juillet 2004 sur le site d'Attac, sous le titre « *Attac et le Parti socialiste : la " guerre " serait-elle " finie " ?* », Jacques Nikonoff, réagit à un article du *Nouvel Observateur* (« *Attac-PS : la guerre est finie* », 24-30 juin 2004). Et déclare : « *il faut une méfiance de principe vis-à-vis de l'image d'Attac reflétée dans la presse, et ne pas lui faire confiance a priori* ». (Voir sur notre site : « *Attac et les médias selon Jacques Nikonoff* »).

[8] A l'exception de quelques communiqués et de droits de réponse classés comme celui que le Président d'Attac adressait à Philippe Val (sur notre site : « *Droit de réponse d'Attac à Philippe Val* ») ou celui que Bernard Cassen vient d'adresser au *Monde* à la suite de la reconstruction de ses propos imprudemment livrés à Sylvia Zappi.

[9] Dans les innombrables réunions publiques que nous avons animées (au titre de notre association ou à un autre) à l'invitation des comités locaux d'Attac et dans les deux Universités d'été auxquelles certains d'entre nous ont contribué en 2002 et 2003, l'accueil réservé aux questions que nous posions et à l'exposé de leurs enjeux fut, quelles que soient les controverses, toujours chaleureux.

Invoquant une « complexité » qu'ils n'analysent pratiquement jamais pour couvrir la complaisance qu'ils adoptent trop souvent, nombre de porte-parole du mouvement altermondialiste n'ont cessé de conforter le droit d'ingérence de journalistes qui prétendent subordonner la démocratie à la médiocratie. Ce droit d'ingérence se prévaut d'un devoir de transparence que les barons du journalisme interprètent à leur gré et que les entreprises médiatiques ne respectent nullement, ... sous prétexte de protéger leur indépendance, même si celle-ci est une fiction [10]. Comment alors préserver l'indépendance d'Attac ?

Raisons d'espérer et de désespérer

L'Assemblée générale d'Attac ne s'est pas trompée sur le sens de l'article du *Monde*. Que l'intention de son auteur ait été ou non d'apporter sa contribution empathique au débat interne, sa simple publication dans *Le Monde* - et pas ailleurs - l'inscrit dans une visée hostile à Attac dans son ensemble. Cynisme ou naïveté ? Qu'importe ! Tenter de tirer parti du parti pris du *Monde* pour prendre parti au sein d'Attac, doter un adversaire d'un tel pouvoir d'intervention, témoigne pour le moins d'une étrange conception de la démocratie.

Contre laquelle l'AG d'Attac s'est - fort démocratiquement - insurgée, par delà les clivages du moment. En effet, le « vœu » suivant a été adopté par plus de 90% de votants :

« Militant acharné en faveur du oui au référendum sur le TCE, le journal *Le Monde* ne pardonne pas à Attac sa campagne exemplaire ayant contribué à la victoire du non au TCE le 29 mai 2005. L'article réquisitoire du *Monde* daté du 9 décembre 2005 qui prétend faire un portrait du président de l'association s'avère être en réalité une agression contre Attac dans son ensemble. Ce journal qui s'autoproclame « quotidien de référence » bafoue ainsi sa propre charte déontologique. Nous, participants à l'AG d'Attac :

- dénonçons cette nouvelle offensive du *Monde* contre Attac
- demandons au CA de l'association de renforcer sa campagne de critique des médias. »

Comment ne pas se féliciter d'un tel « vœu » ?

Evidemment, les médias dominants, s'engouffrant dans la brèche ouverte par *Le Monde*, n'ont tenu aucun compte de ce texte et se sont presque exclusivement focalisés sur les désaccords, en passant généralement sous silence les choix d'orientation. Ainsi, le 10 décembre à 19h39, le titre d'une dépêche de l'AFP [11], consacrée à l'Assemblée générale, donne le ton, en choisissant le meilleur « angle » : « Attac : les adhérents approuvent à 60% le principe d'une co-présidence ». La dépêche s'achève ainsi : « M. Nikonoff, dont le "style de direction" est jugé "bureaucratique et autoritaire" par ses opposants, doit faire face à la fronde de membres fondateurs comme la FSU (fonctionnaires), Solidaires ou le Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid). » [12]

Le lendemain, dans *Libération* du lundi 12 décembre, Didier Hassoux rend compte de l'Assemblée Générale avec une infinie délicatesse et une évidente délectation : « (...) La crise identitaire de l'association. Schématiquement, elle oppose les partisans d'une « Attac citadelle » à ceux d'une « Attac ouverte, en réseau ». Et se traduit par une bagarre de leadership entre les premiers (Jacques Nikonoff, Bernard Cassen, Michèle Dessenne, etc.), qui revendiquent « un exécutif fort », et les seconds (Susan George, José Bové, Jacques Cossart, Pierre Khalfa, etc.), qui prônent « davantage de collégialité ». Questions : Ceux qui bénéficient ainsi d'une présentation avantageuse peuvent-ils s'en satisfaire, quand celle-ci s'appuie sur des expressions entre guillemets dont on ne sait quels en sont les auteurs ni même si Didier Hassoux n'a pas protégé ainsi ses propres créations [13] ? Faudrait-il se taire sur de telles pratiques journalistiques qui se prévalent du « secret des sources », même s'il n'y a pas de sources, en invoquant l'honnêteté du journaliste alors que celui-ci ne donne aucun moyen de la vérifier ?

Enfin, dans son compte-rendu de l'assemblée générale d'Attac publié dans *Le Monde* daté du 13 décembre - « Les militants d'Attac somment leur direction de s'entendre » -, Sylvia Zappi poursuit sur sa lancée. Inutile de commenter.

Les journalistes ont exercé librement et comme ils l'entendent leur droit d'informer (ou ce qui en tient lieu). Mais qu'ont fait de leur propre droit d'informer les animateurs d'Attac ? A peine les votes sont-ils intervenus que les protagonistes du débat interne se sont empressés de commenter les résultats devant la presse, chacun pour chanter victoire.

[10] Une « indépendance » qui compose, sans trop d'inquiétudes, avec le pouvoir des actionnaires (quand ce n'est pas celui du gouvernement), mais qu'ils défendent farouchement face à toute critique légitime et un tantinet corrosive, heureusement dénuée, en ce qui la concerne, de tout pouvoir coercitif.

[11] Contrairement à ce nous avons écrit initialement, l'AFP n'a pas publié une seule dépêche, mais trois. Deux d'entre elles, au moins, indiquaient notamment que M. Nikonoff avait « estimé que la direction actuelle avait été confortée par d'autres votes samedi, portant notamment sur son rapport d'activité (approuvé à 87,7%) et sur une condamnation quasi-unanime d'un portrait virulent de M. Nikonoff paru dans le *Monde* ». (Rectificatif rédigé, grâce à une correspondance en provenance de l'AFP, le 2 janvier 2006)

[12] Il ne reste plus qu'à copier/coller, comme le montre cet extrait du journal de 19h de France Inter, dimanche 11 décembre 2005, présenté par Patrick Boyer : « Attac aura bientôt deux présidents au lieu d'un ! Le mouvement altermondialiste tenait une assemblée générale ce week-end en Haute-Savoie ; le mouvement est très divisé en interne à propos de son président Jacques Nikonoff, un ancien du PC jugé bureaucratique et autoritaire, en un mot légèrement stalinien. Du coup, les adhérents d'Attac ont approuvé ce week-end deux résolutions, émanant de l'opposition à la ligne Nikonoff, dont une pose le principe d'une co-présidence à venir. » Impossible de faire plus réducteur, mais avec une touche de créativité par rapport à la dépêche de l'Afp : « en un mot légèrement stalinien ». Pas un mot des autres résolutions portant sur l'orientation...

[13] Comme le relève notamment Luc Douillard sur son blog.

C'est le cas pour la dépêche de l'AFP que nous avons mentionnée. C'est également le cas dans *Le Monde* alors même que ce journal vient faire l'objet d'un désaveu... que le quotidien « omet » de mentionner. Et comme si cela ne suffisait pas, les « opposants » se répandent dans la presse régionale, notamment dans *Sud Ouest*.

Incontinence de la liberté d'expression ? Ce goût pour des gloses dont journalistes ont la primeur invite les adhérents à s'informer du sens des débats internes en lisant les journaux ...

Et maintenant ?

Dans *Lignes d'Attac* de novembre 2005 « *Les grandes orientations d'Attac* », on pouvait lire ceci :

« Enfin, la critique sans concession du système médiatique, à la fois comme acteur économique de la mondialisation libérale et comme vecteur de son idéologie, doit devenir, beaucoup plus qu'elle ne l'a été jusqu'ici une des priorités stratégiques d'Attac [...] Attac développera son activité dans ce domaine et s'efforcera de faire des propositions sur le droit d'informer et d'être informé, sur les moyens de garantir le pluralisme des médias et de l'information. »

Le « Rapport d'activités et de gestion » présenté par le Conseil d'Administration d'Attac replace la question des médias au cœur des activités d'Attac :

« *La question des médias est, depuis longtemps, l'objet de débats dans Attac, et ce dans toutes les composantes de l'association. Un « quatre-pages » a été édité il y a deux ans sur le sujet, un groupe de travail ayant été mis en place. Mais le problème est récurrent. Quelle posture Attac doit-elle adopter face à la presse qui cherche plutôt à traiter les bruits de couloir qu'à informer ses lecteurs sur les sujets qu'Attac travaille ? Faut-il répondre aux médias ? Faut-il refuser de s'exprimer dans la presse ? Quel code de conduite devrions nous édicter, entre nous, pour éviter les articles qui exacerbent nos divergences et gommant nos accords de fond ? Le chantier reste ouvert ! [...]* »

Relevons simplement qu'une partie des questions soulevées ici avait déjà été abordée par Serge Halimi et Pierre Rimbert en 2001 dans un article intitulé « Identité d'Attac et rapport aux médias ». Ces mêmes questions avaient trouvé une ébauche de réponse dans le document élaboré par le « groupe médias » qui avait dû faire face à une opposition farouche décidée à ne pas se presser pour que rien ne change. Ce document - « Médias, information et mondialisation libérale » [14] -, finalement adopté, avait été classé « sans suite », après avoir été résumé dans un "4 pages" de *Lignes d'Attac*.

Rappel de quelques extraits :

« [...]

1. Acteur de la contestation sociale, Attac conteste le traitement de " la contestation " par les médias. [...]
2. Acteur de l'information et du débat public, Attac refuse de se soumettre à la prétention des tenants des médias dominants d'être les principaux arbitres du débat démocratique. L'un des moyens par lesquels les médias dominants tentent de civiliser et de discipliner les opposants à l'ordre établi, consiste à les inviter à participer à des " débats " médiatiques, auxquels les journalistes-animateurs aimeraient réduire la vie démocratique dans l'espoir d'en devenir les seuls metteurs en scène.
 - ▀ Attac n'entend pas intervenir dans les médias dominants à n'importe quelle condition. L'Association se réserve le droit de refuser de participer à des émissions qui loin de favoriser la diffusion de ses idées, contribuent à leur défiguration spectaculaire, quand ce n'est pas, plus simplement, à conforter la notoriété individuelle de ses porte-parole.
 - ▀ Attac n'entend pas intervenir dans les médias sur n'importe quel sujet, mais seulement sur les questions qui correspondent à ses priorités définies démocratiquement. Faute de quoi, la construction journalistique d'Attac contredirait sa réalité militante et accorderait un pouvoir indu aux journalistes et aux animateurs de télévision.
 - ▀ Attac, qui conteste le pouvoir des multinationales, n'entend pas devenir amnésique lorsque la filiale d'une de ces multinationales les convie dans un studio. Lorsqu'ils parlent *dans* les médias, les contestataires ne sauraient ni se taire *sur* les médias ni se plier à la mise en scène que ces médias réclament. Ils ne sauraient oublier de rappeler le rôle des médias dans la mise en place et dans l'imposition de la pensée de marché. [...] »

Le rapport d'activité présenté à l'AG, entre autres initiatives, rappelle celles-ci :

« [...] *Il est décidé d'ouvrir une campagne dans Attac afin de décider s'il faut faire des médias une priorité stratégique et créer une commission « Médias », pour faire émerger des premières propositions. Acrimed, Attac, l'Observatoire des médias, des syndicats de journalistes dont les SNJ, la CGT et d'autres, ont le projet d'organiser les Etats Généraux pour une information et des médias pluralistes. Le mandat que le CA fixe à Attac pour cet événement, sera d'y approfondir la critique des médias, d'émettre des propositions et d'aider au développement des alternatives existantes. »*

Tout ce que nous pouvons souhaiter à Attac (et à nous-mêmes par la même occasion...), c'est que cette association intensifie vraiment, comme l'AG en a émis le vœu, sa « campagne de critique des médias » et modifie, du même coup, son rapport aux médias. La balle est dans son camp et n'aurait jamais dû le quitter.

Henri Maler
Pour Acrimed

[14] Publié sur le site d'Acrimed [<http://www.acrimed.org/article1066.html>] et [[article1066.html](#)].